

Business is Business : La France complice de l'effort de guerre russe

**Contact média :
Mary Chevallier
mary.chevallier@greenpeace.org
06 14 73 92 29**

Introduction

Lors du sommet du 27 mars dernier à Paris, le président de la République française, Emmanuel Macron, a réaffirmé le soutien de la France à l'Ukraine en annonçant une nouvelle aide française de deux milliards d'euros à Kiev et la formation d'une « force de réassurance » européenne, en collaboration avec le Royaume-Uni, destinée à se déployer en Ukraine une fois la paix rétablie. Cette aide s'ajoute aux 14,3 milliards d'euros déjà engagés par la France entre 2022 et 2024 selon le [Kiel Institute](#). Emmanuel Macron a également souligné que le moment n'était pas venu pour une levée des sanctions contre la Russie, insistant sur la nécessité de maintenir la pression jusqu'à ce que Moscou respecte le droit international et, par conséquent, que Vladimir Poutine retire ses troupes militaires de l'Ukraine qu'il occupe illégalement.

Si la France, avec l'Union européenne (UE), affiche une posture de fermeté face à Moscou, la réalité est plus ambivalente. Mi-mars, l'UE a fini par renouveler une partie des sanctions visant la Russie sans y inclure le gaz, l'uranium ni les engrais chimiques. En janvier déjà, la reconduction des mesures sectorielles – incluant le gel de 200 milliards d'euros d'actifs russes et des restrictions commerciales – avait failli vaciller. Derrière ces hésitations, un constat s'impose : tant que l'UE tergiverse, elle laisse des brèches ouvertes qui affaiblissent son soutien à l'Ukraine et retardent une réponse réellement efficace face à la guerre menée par le régime de Vladimir Poutine.

Alors que la France, avec l'Union européenne, mobilise des milliards d'euros pour renforcer son soutien militaire à l'Ukraine, elle continue de soutenir la machine de guerre du Kremlin à travers ses achats d'énergies fossiles, d'engrais et d'uranium russe. Tant que ces dépendances subsistent, les efforts pour renforcer la souveraineté stratégique de la France et de l'UE resteront vains. Il est essentiel de bâtir une réelle indépendance énergétique et une véritable souveraineté agricole pour assurer la sécurité de la France et de l'Union européenne à long terme. Une transition énergétique et agro-écologique ambitieuse n'est pas seulement un impératif écologique : c'est une urgence géopolitique.

1. Gaz, engrais, nucléaire : comment l'UE alimente la machine de guerre russe

La France, premier importateur européen de gaz russe en 2024

Trois ans après le début de l'invasion de l'Ukraine, la France est devenue le premier importateur européen de gaz naturel liquéfié (GNL) russe, avec une hausse de près de 80 % en 2024 (par rapport à 2023)¹, malgré une baisse de la consommation de gaz². La Russie est le deuxième fournisseur de GNL en France, après les États-Unis. La France, particulièrement bien équipée en terminaux méthaniers pour réceptionner du gaz pour elle-même ainsi qu'à destination de ses voisins européens, a importé en 2024³ un volume de GNL russe équivalant à un montant de 3,1 milliards d'euros, pour le bénéfice d'entreprises russes.

Au niveau européen, selon l'[ONG CREA](#), l'UE a importé l'équivalent de 206 milliards d'euros d'énergies fossiles russes depuis le début de la guerre. En comparaison, le soutien à l'Ukraine est évalué entre [139 milliards](#) d'euros selon le Conseil européen et [202 milliards](#) selon les chercheurs de Kiel institute - moins que les importations d'énergies fossiles depuis la Russie.

TotalEnergies profite de la situation

L'Union européenne s'est fixée l'objectif de se passer du gaz russe d'ici 2027, mais aucune interdiction d'importation n'a été intégrée au régime de sanctions à ce jour. TotalEnergies peut ainsi continuer à vendre et acheter du gaz russe, en plaçant qu'en l'absence de sanctions directes, elle en a le droit. **TotalEnergies contribue ainsi indirectement au financement de la guerre de Vladimir Poutine.**

En février 2025, Greenpeace UK révèle que, pendant les mois d'hiver, le GNL russe continue d'arriver jusqu'à Shell. Selon la même source : « *Les cargaisons à destination de la France (...) ont plusieurs acheteurs possibles, dont Shell mais étant donné l'ampleur du contrat de TotalEnergies (5 millions de tonnes par an) et la fréquence à laquelle les*

¹ À partir des données issues de Kpler : la France a importé 4,7 bcm de GNL de Russie en 2023 et 8,4 bcm en 2024.

² Natran Groupe, [Bilan gaz 2024 et transition énergétique](#).

³ Eurostat, EU trade since 1988 by HS2-4-6 and CN8. Données consolidées à partir des informations des douanes françaises.

brise-glaces assistent les cargaisons destinées à l'Europe (77 % des cargaisons suivies), il est probable que certaines de ces cargaisons aient été achetées par TotalEnergies. »

Ces informations ont par la suite été contestées par l'entreprise française.

Le fait que le GNL russe ne soit pas intégré dans les sanctions européennes apparaît ainsi évidemment problématique du fait des financements gigantesques qu'il apporte à l'économie russe. C'est tout un écosystème d'intérêts russes (dont certains sanctionnés) qui participe à son commerce et en profite.

Engrais chimiques : une dépendance qui finance la guerre

En raison de la richesse en gaz naturel de son sol, la Russie était, en 2021, le principal exportateur mondial d'engrais azotés (un type d'engrais chimique). **La France, quant à elle, est le plus important consommateur européen d'engrais chimiques, et l'un des principaux importateurs d'engrais chimiques russes.**

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les industriels européens ont réduit leur production d'engrais chimiques à cause des tensions d'approvisionnement sur le gaz, matière première essentielle pour les producteurs d'engrais chimiques. La France a compensé cette réduction de la production européenne en important massivement depuis la Russie des engrais chimiques déjà produits. Comme l'évoque [un rapport des Amis de la Terre France](#), les importations françaises d'engrais chimiques russes ont bondi de **402 000 tonnes à 750 000 tonnes entre 2021 et 2023, soit une hausse de 86 %⁴.**

Vladimir Poutine profite activement de la dépendance européenne aux engrais

À ce jour et malgré la guerre, les engrais russes échappent toujours aux sanctions européennes⁵. Vladimir Poutine a su en tirer parti :

- En 2023, l'État russe a instauré une taxe de 10 % sur l'exportation d'engrais azotés de synthèse.
- En 2024, il a instauré une taxe sur les bénéfices des entreprises productrices d'engrais chimiques.

⁴ il est probable que ces chiffres soient sous-évalués car les données douanières ne recensent que le pays d'achat direct.

⁵ "La décision de taxer les engrais russes doit encore être validée par le Parlement et le Conseil européen. [« Taxes sur les engrais russes : les céréaliers français s'inquiètent », RFI, 15 mars 2025](#)

Ces mesures rapporteraient à Vladimir Poutine respectivement 110 millions d'euros pour la taxe douanière et 600 millions d'euros pour celle sur les bénéfices⁶.

En maintenant cette dépendance, l'UE finance indirectement la machine de guerre russe tout en fragilisant sa propre souveraineté agricole.

Cette dépendance représente aussi un enjeu majeur pour la souveraineté de la France : l'utilisation des engrais chimiques a profondément transformé l'agriculture française avec la séparation des élevages et des cultures⁷ et le développement des monocultures. Une part importante de la production agricole repose désormais sur ces produits dont la France doit s'émanciper si elle souhaite aligner ses discours de paix avec la réalité de ses actes.

Malgré un débat public marqué par les enjeux de « souveraineté agricole »⁸, le gouvernement tarde encore à prendre des mesures ambitieuses de long terme et à proposer une stratégie de sortie de cette dépendance. A contrario, à travers [la récente loi d'orientation agricole](#), la France a préféré maintenir un modèle agricole vulnérable face aux tensions géopolitiques et aux conséquences du dérèglement climatique.

Nucléaire : la collaboration silencieuse avec Rosatom

Depuis des décennies, l'industrie nucléaire française travaille en étroite collaboration avec Rosatom. Cette entreprise d'État russe collabore avec l'industrie française [à tous les niveaux de la chaîne de production](#), de l'exploitation d'uranium à la construction des centrales en passant par le traitement des déchets nucléaires. Rosatom exploite les **technologies nucléaires, autant civiles que militaires**, elle contrôle le « bouton nucléaire » du Kremlin et tient la plume en matière de réglementation sectorielle.

⁶ Source : European Sustainable Phosphorus Platform (ESPP) Newsletter n° 93, January 2025, et voir la [note des Amis de la Terre](#).

⁷ Indissociables du système agricole, les animaux d'élevage optimisent le cycle des nutriments : ils produisent de l'engrais naturel grâce à leurs déjections qui permettent de nourrir les cultures et de fertiliser les sols. Il est donc essentiel d'associer, notamment à l'échelle d'une région, l'élevage et les cultures. Aujourd'hui, en France, l'hyper spécialisation des régions, notamment en Bretagne où se concentre la très grande majorité des élevages, empêche une utilisation optimale des fertilisants naturels sur d'autres territoires.

⁸ Aujourd'hui, la notion de "souveraineté agricole et alimentaire" est très utilisée dans le débat politique français avec un cadre et des définitions très éloignés de la genèse de ce terme. En effet, la notion de souveraineté alimentaire a été formulée pour la première fois par l'organisation paysanne internationale La Via Campesina en 1996. Le terme de souveraineté alimentaire désigne "le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires". Les notions de démocratie alimentaire, de justice sociale et d'alimentation saine et durable sont donc au cœur de ce concept.

Cette entreprise, fondée par Vladimir Poutine, joue un rôle stratégique pour son régime. Plus qu'une entreprise, elle est pour le Kremlin un outil géopolitique, économique et militaire.

Chaque réacteur russe construit hors de Russie crée une dépendance énergétique, technologique, financière et géopolitique entre le pays acheteur et le régime russe.

Véritable bras armé de l'État russe, Rosatom a joué un rôle dans le premier détournement historique d'une centrale nucléaire civile à des fins militaires lors de la prise de contrôle en 2022 de la centrale de Zaporijia en Ukraine, occupée depuis par l'armée russe. [Rosatom est ainsi devenue une entreprise criminelle, complice de crimes et d'exactions](#) commis au sein de la centrale, sur le personnel ukrainien, et participe à la menace nucléaire envers le peuple ukrainien et européen.

L'UE et la France alimentent leur propre dépendance

Pourtant, ni la France ni l'UE n'ont mis fin à leurs relations commerciales avec Rosatom. La dépendance de la France au nucléaire russe est telle que depuis trois ans, Emmanuel Macron multiplie les déclarations de soutien à l'Ukraine, tout en maintenant discrètement les liens économiques avec l'une des plus grandes entreprises de Vladimir Poutine.

Greenpeace France dénonce à la fois l'aspect économique de cette collaboration qui enrichit un régime autoritaire dangereux et l'absence de condamnation par la France et l'UE du rôle de Rosatom dans la menace nucléaire à laquelle doivent faire face les Ukrainiens et Ukrainiennes en première ligne, mais également toute la population européenne.

- **La France est 100 % dépendante de la Russie pour la conversion et le retraitement de son uranium de retraitement (URT).**
- Depuis 2022, [la France continue à importer de l'uranium enrichi russe et de l'uranium naturel](#) provenant du Kazakhstan et d'Ouzbékistan, dont la majeure partie transite via la Russie, entre les mains de Rosatom⁹.

⁹ Données issues des douanes françaises



20/03/2023. Dans le port de Dunkerque, le cargo russe Baltiyskiy 202 en provenance de Saint-Petersbourg a déchargé 25 conteneurs cylindriques contenant de l'uranium enrichi de Russie, pour le groupe français Orano. Ils sont chargés dans une douzaine de camions à destination de Pierrelatte dans la Drôme.

Selon le rapport de Greenpeace France, [Les partenaires atomiques de la Russie : Framatome, Siemens Energy et Rosatom](#), des entreprises françaises comme **Framatome, continuent de fournir à Rosatom des technologies de pointe à double usage (civil et militaire)**. Cette collaboration technique alimente directement le développement du programme nucléaire russe, en Russie comme à l'étranger.

La France cache sa complicité derrière la Hongrie

Aujourd'hui, la Hongrie bloque, à elle seule, l'inscription de Rosatom sur la liste des sanctions européennes, car près de 50 % de son électricité est générée par des réacteurs russes. **Alors que la guerre fait rage en Ukraine, Rosatom construit actuellement deux nouveaux réacteurs à Paks, en Hongrie.**

La France, quant à elle, se cache derrière le blocage hongrois pour continuer ses relations économiques avec Rosatom, sans en assumer publiquement la responsabilité. Les industriels du nucléaire français, eux, s'abritent derrière l'absence de règles européennes pour poursuivre leurs contrats.

Trois ans après le début de la guerre, les faits sont clairs : l'UE continue de financer la guerre de Vladimir Poutine via ses achats d'énergies fossiles, d'engrais chimiques et d'uranium pour servir ses centrales nucléaires. Et la France, loin d'être en retrait, y joue un rôle central.

2. Emmanuel Macron, le champion du double discours : soutenir l'Ukraine tout en commerçant avec la Russie

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Union européenne affiche son soutien à Kiev. Pourtant, derrière les discours, une contradiction majeure subsiste : celle d'une UE qui continue de financer, en toute connaissance de cause, le régime de Vladimir Poutine par le maintien d'échanges commerciaux dans des secteurs stratégiques comme le gaz, les engrais chimiques et le nucléaire.

Ce double jeu révèle la situation dans laquelle se trouve l'UE : son système énergétique et agricole reste profondément dépendant d'États hostiles à l'UE, dont la Russie. Cette dépendance est en contradiction directe avec les principes d'autonomie stratégique et de souveraineté que l'Union européenne affirme vouloir défendre. La dépendance affaiblit la cohérence du soutien européen à l'Ukraine. La seule réponse à cette situation est la construction d'un modèle énergétique et agricole réellement souverain et écologique.

La politique écologique française à rebours de ses engagements

En France, ce double discours se manifeste particulièrement dans les choix récents du gouvernement. Sous couvert de répondre à la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine, Emmanuel Macron maintient la France dans une dépendance vis-à-vis d'autres États.

Cette logique de dépendance énergétique s'est illustrée avec [la mise en service du terminal méthanier flottant du Havre](#), un projet soutenu par le président de la République lui-même sous couvert de répondre à la crise énergétique survenue au lendemain de la guerre en Ukraine. Pourtant, [les chiffres ont montré que cette infrastructure servait principalement les intérêts de TotalEnergies et fonctionnait en dessous de ses capacités](#). Ainsi, la France s'entête dans sa dépendance aux énergies fossiles, finance indirectement la machine de guerre russe et importe du gaz de schiste américain, en totale contradiction avec ses engagements climatiques.



18/09/2023. Les activistes de Greenpeace font obstacle à l'arrivée du terminal méthanier avant son arrivée au port du Havre.

Le nucléaire : loin d'une solution, un obstacle à l'indépendance énergétique

Parallèlement, Emmanuel Macron s'érige en principal défenseur du nucléaire au niveau européen, vantant cette énergie comme la réponse aux défis climatiques et énergétiques. Mais cette stratégie est une impasse. Le nucléaire est une industrie coûteuse, dangereuse et bien trop lente à déployer face à l'urgence climatique. Greenpeace France a dénoncé cette relance du nucléaire comme [un « conte de fées irréaliste »](#), soulignant que pour tripler les capacités nucléaires mondiales d'ici 2050, [il faudrait mettre en service plus de 70 réacteurs nucléaires par an](#), un objectif complètement irréalisable.

De plus, Paris a complètement dévoyé la taxonomie verte européenne : Emmanuel Macron [a noué des alliances avec des pays pro-gaz pour inclure le nucléaire et le gaz fossile dans la taxonomie européenne](#), une classification des investissements « verts ». Cette alliance favorise le financement d'énergies polluantes au détriment des véritables solutions misant sur la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique comme la rénovation thermique et les énergies renouvelables.

La transition écologique française en panne

Les signes d'un recul profond de la politique écologique française se multiplient. Le désintérêt de l'exécutif, les coupes budgétaires et les attaques croissantes de la droite et de l'extrême droite minent les avancées écologiques. En 2024, la baisse des émissions de gaz à effet de serre s'est nettement ralentie¹⁰. Les rénovations énergétiques performantes sont insuffisantes et la planification climatique prend du retard.

[Le projet de loi sur la simplification de la vie économique](#), discuté en ce moment à l'Assemblée nationale, illustre cette dérive en cherchant à déréguler les normes environnementales sous prétexte de simplification administrative. De nombreuses mesures sont contestées, vidées de leur sens ou abandonnées : obligation de rénovation énergétique, zéro artificialisation nette (ZAN), zones à faibles émissions (ZFE)...

La stratégie nationale bas carbone (SNBC), document central de la planification climatique, accuse près de deux ans de retard. Le plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), pourtant crucial face à l'augmentation des canicules, sécheresses et inondations, n'est toujours pas opérationnel et est largement insuffisant comme l'ont dénoncé récemment les organisations de l'Affaire du Siècle¹¹.

Votée définitivement en début d'année, [la Loi d'orientation agricole \(LOA\)](#), qui devait assurer le renouvellement des générations agricoles, a marqué des reculs majeurs sur l'environnement en favorisant une agriculture productiviste aux détriments des urgences écologiques. Les débats autour de cette loi ont donné lieu à une offensive politique majeure contre l'écologie, à laquelle la ministre de l'Agriculture a participé activement.

Très prochainement, le passage de [la loi "visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur" \(dit "PPL Duplomb"\)](#) va accroître encore la vulnérabilité de nos modèles agricoles et alimentaires. En effet, cette proposition de loi propose de nombreuses mesures extrêmement régressives pour l'environnement, elle renforce l'intensification de nos modèles agricoles et donc nos dépendances commerciales, notamment aux engrais chimiques, et affaiblit notre résilience. La politique agricole française menée depuis des mois est pire que

¹⁰ Passant de -1,8 % en 2024 contre -5,8 % en 2023. Chiffres tirés du baromètre – émissions mensuelles Citepa :

[https://www.citepa.org/donnees-air-climat/donnees-gaz-a-effet-de-serre/#:~:text=Barom%C3%A8tre%20%E2%80%93%20%C3%A9missions%20mensuelles,-En%20compl%C3%A9ment%20de&text=D'a pr%C3%A8s%20ces%20premi%C3%A8res%20estimations,\(hors%20puits%20de%20carbone\).](https://www.citepa.org/donnees-air-climat/donnees-gaz-a-effet-de-serre/#:~:text=Barom%C3%A8tre%20%E2%80%93%20%C3%A9missions%20mensuelles,-En%20compl%C3%A9ment%20de&text=D'a pr%C3%A8s%20ces%20premi%C3%A8res%20estimations,(hors%20puits%20de%20carbone).)

¹¹ Communiqué de l'Affaire du siècle : des citoyen·nes sinistré·es attaquent l'État en justice face au manque d'adaptation au changement climatique
<https://laffairedu siecle.net/sinistrees-climatiques-attaquent-letat-en-justice/>

l'inaction. Il s'agit de reculs environnementaux majeurs très inquiétants, compromettant toute possibilité d'indépendance et souveraineté agricole.

Emmanuel Macron ne peut pas continuer à soutenir l'Ukraine et accepter que la France commerce avec la Russie comme il ne peut pas afficher des objectifs climatiques qu'il contourne ou ralentit à la première occasion. Il est temps de lever les masques. Pour être cohérente avec ses engagements, la France doit mettre un terme à ses transactions de gaz, d'uranium et d'engrais chimiques provenant de Russie et s'engager massivement et sur le long terme dans la transition énergétique et agro-écologique européenne, pour la paix et pour le climat.

3. La transition écologique, une nécessité pour la souveraineté européenne et la paix

À l'heure où les bouleversements géopolitiques s'accroissent, la transition écologique devient non seulement une urgence environnementale, mais aussi une question de souveraineté et de stabilité géopolitique. C'est cette cohérence entre paix, climat et indépendance que la France et l'UE doivent trouver.

Greenpeace France demande des ruptures, des sanctions et des engagements clairs

Greenpeace France demande au gouvernement français de réorienter sa politique énergétique en développant les mesures suivantes : mettre en place un plan d'économies massives d'électricité et d'énergie pour sortir des fossiles, arrêter la surconsommation de ressources naturelles et la déforestation, miser sur des mesures de sobriété énergétique et développer rapidement les énergies renouvelables, sortir du nucléaire de façon progressive et coordonnée en commençant par mettre fin aux projets de nouveaux réacteurs nucléaires, sortir de la dépendance aux hydrocarbures et aux engrais chimiques, soutenir la transition vers la mise en place d'un réseau décentralisé de production d'électricité à base d'énergies renouvelables ainsi que la construction d'un modèle agricole écologique.

Pour sortir de cette impasse, Greenpeace France appelle à **un changement de cap radical**, fondé sur la cohérence entre les discours et les actes de la France et de l'UE :

Sur le nucléaire :

- **Rupture immédiate des contrats avec Rosatom, en premier lieu avec Framatome, EDF et Orano**, y compris ceux liés aux technologies nucléaires en Hongrie. Ces contrats concernent l'importation d'uranium russe et la fourniture de technologies sensibles civiles et militaires ainsi que l'équipement en système contrôle-commande des deux réacteurs hongrois.
- **Inscription de Rosatom sur la liste des sanctions européennes.**
- **Développement d'un plan national de sobriété énergétique** ambitieux, couplé à un déploiement rapide des énergies renouvelables décentralisées.

Sur le gaz et les énergies fossiles:

- **Imposer des sanctions européennes sur le gaz russe en vue d'une interdiction totale des importations.**
- **Renforcer les contrôles sur l'application des sanctions** pour éviter l'importation d'énergies fossiles russes à travers des flottes de pétroliers fantômes et de brise-glaces d'entreprises ciblées par les sanctions. Sans cela, les sanctions peuvent être contournées, permettant ainsi au gaz et au pétrole russe d'atteindre le marché européen de manière détournée.
- **Sortir des énergies fossiles et notamment du gaz à horizon 2035 :**
 - Interdire tous les nouveaux projets liés aux énergies fossiles dans l'Union européenne car ils sont incompatibles avec la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C.
 - Mettre fin à tous les investissements publics dans des projets liés aux énergies fossiles.
 - Éliminer complètement les combustibles fossiles de nos sociétés, de manière juste, en prévoyant notamment une sortie progressive du gaz d'ici à 2035 au plus tard.

(Voir cette [Lettre ouverte](#) à l'UE et ses États Membres)

- **Établir des objectifs contraignants et pérennes permettant des** mesures de sobriété et d'efficacité pour réduire la consommation énergétique et développer les énergies renouvelables. Ces mesures permettront à l'Europe de regagner une réelle souveraineté énergétique.

Sur les engrais chimiques :

- **Aller au bout des sanctions sur les importations d'engrais russes en renforçant les droits de douane sur davantage de produits agricoles et les engrais chimiques** en provenance de Russie et de Biélorussie (proposition de la Commission européenne¹²).
- **Ne pas passer d'une dépendance à une autre** : l'UE, dans sa volonté de sanctionner les importations d'engrais chimiques russes, suggère de faciliter les importations en provenance d'autres pays afin de compenser les volumes perdus (Égypte, Trinité et Tobago, Algérie, Maroc...).
- **Mettre en œuvre une transition agroécologique**, avec le développement des légumineuses biologiques et un soutien renforcé à l'agriculture biologique.
- **Prévoir un plan de sortie de l'élevage industriel combinée à une déspecialisation des territoires agricoles et à un soutien de long terme au développement d'élevages durables, économes et autonomes.**

Enfin, il est temps de publier la **stratégie nationale bas carbone (SNBC)**, déjà en retard de deux ans, et de mettre en œuvre un véritable **plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC)**, conditions indispensables pour répondre à l'instabilité géopolitique.

¹² Source : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_25_340&sa=D&source=docs&ust=1744204604330308&usq=AOvVaw3qG7PkoARnIpuMydlqM9ju

Conclusion

À l'heure où l'Europe traverse une double crise – géopolitique et écologique – il devient indispensable de faire converger les engagements diplomatiques et les choix économiques, agricoles et énergétiques. Si Emmanuel Macron souhaite endosser le costume de champion d'une Europe souveraine et d'un soutien indéfectible de l'Ukraine, il devra, notamment, respecter les engagements climatiques de la France. Pourtant, derrière ses déclarations de principe se dessine une autre réalité : celle d'un double discours, où les actes contredisent les paroles.

Sous son impulsion, la France continue de commercer avec la Russie dans des secteurs stratégiques comme le gaz, le nucléaire ou les engrais, soutenant ainsi indirectement le régime de Vladimir Poutine. Emmanuel Macron entretient ainsi une dépendance énergétique et agricole contraire à un objectif de souveraineté à l'échelle européenne. Ce positionnement plus qu'ambigu fragilise la crédibilité de la France sur la scène internationale et retarde en particulier les transformations écologiques indispensables pour la paix.

L'indépendance énergétique et alimentaire de l'UE ne pourra se construire que sur une rupture claire avec les énergies fossiles, sur la sortie du nucléaire et sur la fin de l'importation d'engrais chimiques issus de régimes autoritaires. Sur le long terme, la reprise de notre autonomie agricole et alimentaire ne passe pas par une fuite en avant dans un modèle de production de masse basé sur des intrants importés. Bien au contraire, elle suppose une transition écologique ambitieuse, fondée sur un changement de cap vers l'agro-écologie.

Il est temps que la France et son président prennent pleinement la mesure de leurs responsabilités. Pour être cohérente avec ses engagements, la politique nationale doit cesser de fonctionner à deux vitesses. Elle doit aligner ses pratiques commerciales et ses choix énergétiques et agricoles sur ses ambitions climatiques et géopolitiques. Ce n'est qu'à ce prix que l'UE pourra garantir sa souveraineté, préserver la paix, et faire face efficacement à l'urgence climatique.